

on ne saurait gagner grand-chose, selon moi, à citer des extraits en dehors de leur contexte et c'est, au fond, ce qu'a fait le député. Je rejette vigoureusement la déclaration qu'il a attribuée à M. John Gellner, selon laquelle les anciens ministres de la Défense s'en remettaient uniquement à leurs conseillers militaires et que les problèmes de la défense, à cette époque, étaient considérés isolément dans chacune des armes sans effort concerté.

Nul doute, monsieur l'Orateur, que cela est entièrement faux. Ce l'est certainement pour moi. Ce l'est également, je le sais, pour le général Parker. C'est également faux en ce qui concerne M. Campney et M. Claxton, j'en suis sûr, car mon expérience au ministère m'a appris à connaître ces messieurs et certaines de leurs initiatives. Le colonel Ralston et le sénateur Power, qui ont été assez indépendants pour démissionner du cabinet auquel ils appartenaient à l'époque, ont démontré qu'ils savaient prendre des décisions par eux-mêmes et n'étaient pas le jouet de leurs conseillers militaires.

À cet égard, je pense que toutes les personnes que j'ai mentionnées ont écouté comme moi, lorsqu'elles occupaient le poste de ministre de la Défense du Canada, les conseils que leur donnaient les officiers supérieurs, et que c'est en tenant compte de ces conseils, des données d'ordre politique, des exigences financières et autres considérations analogues que nous adoptions les lignes de conduite à suivre.

Malheureusement, l'actuel ministre de la Défense n'a pas eu cette sagesse et n'a pas tenu compte de l'avis de ses officiers supérieurs; à preuve, presque tous ces derniers ont démissionné ou ont été licenciés.

À mon sens, il ne fait aucun doute que pour être raisonnable, toute méthode employée dans le domaine de l'activité militaire et de la politique de défense, en quelque pays que ce soit, doit reposer sur la ligne de conduite générale qu'on a toujours suivie jusqu'ici, notamment la prise en considération de l'avis des officiers supérieurs et d'autres facteurs pertinents pour en venir à une conclusion valable, et non sur une attitude qui consiste à rejeter l'opinion des militaires hauts gradés ou à les congédier sous un prétexte quelconque s'ils ne partagent pas les mêmes vues que le ministre.

Le député de Leeds a essayé de démontrer qu'un grand nombre de militaires américains haut gradés étaient tous en faveur du régime d'unification. Mais, en fait, les États-Unis ne

[L'hon. M. Harkness.]

se sont pas engagés sur la voie de l'unification intégrale des forces armées. Le député d'Edmonton-Ouest (l'honorable M. Lambert) a cité à la Chambre cet après-midi de longs témoignages de M. Zuckert qui fut longtemps secrétaire de l'Air aux États-Unis. Ce dernier, qui avait cru pendant bien des années que l'unification devait résoudre le problème des forces armées, a fini par constater, à la suite d'une longue expérience, qu'il ne serait pas sage d'y donner suite. J'y reviendrai en relevant certains des arguments que le ministre a invoqués dans son discours.

Monsieur l'Orateur, j'avais commencé à dire qu'il faut aborder l'étude de toute cette question en songeant aux objectifs des forces armées que l'on veut mettre sur pied ou qui existent et à la façon de les réaliser. En fait, ces derniers mois, on a soulevé des doutes très sérieux au sujet des objectifs du ministre et du gouvernement en matière de défense. On croit un peu partout que si le ministre rend un hommage platonique aux objectifs que la défense s'est fixés pendant bien des années et qui sont exposés dans le Livre blanc de 1964, son véritable but est de réduire nos forces armées jusqu'à ce qu'elles ne représentent rien de plus qu'une force policière qui pourrait exécuter certaines opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix sans pouvoir faire beaucoup plus que cela. Elles ne pourraient sûrement pas répondre aux autres objectifs stipulés dans notre politique de défense.

Cette position qu'on soupçonne avoir été adoptée par le gouvernement, si je peux m'exprimer ainsi, a été exposée sans ambages dans un éditorial du *Citizen* d'Ottawa le 5 novembre, journal qui, comme chacun sait, appuie chaleureusement le gouvernement. On sait que son rédacteur en chef, M. Young, entretient des liens étroits avec le premier ministre (M. Pearson) et d'autres membres du gouvernement; alors, à mon avis, il est juste que nous soupçonnions que ses paroles et ses éditoriaux reflètent dans une très grande mesure la pensée du gouvernement, ou de certaines personnes haut placées au gouvernement.

• (8.40 p.m.)

Voici cet éditorial:

La doctrine stratégique évidente du gouvernement consiste à former une force mobile terrestre, aérienne et maritime susceptible d'être rapidement transportée n'importe où pour remplir une mission de paix de l'ONU, ou pour apporter sa contribution à une guerre limitée sous l'égide de l'OTAN.